

L'espace rural des Hauts-de-France

Un territoire contrasté mais attractif

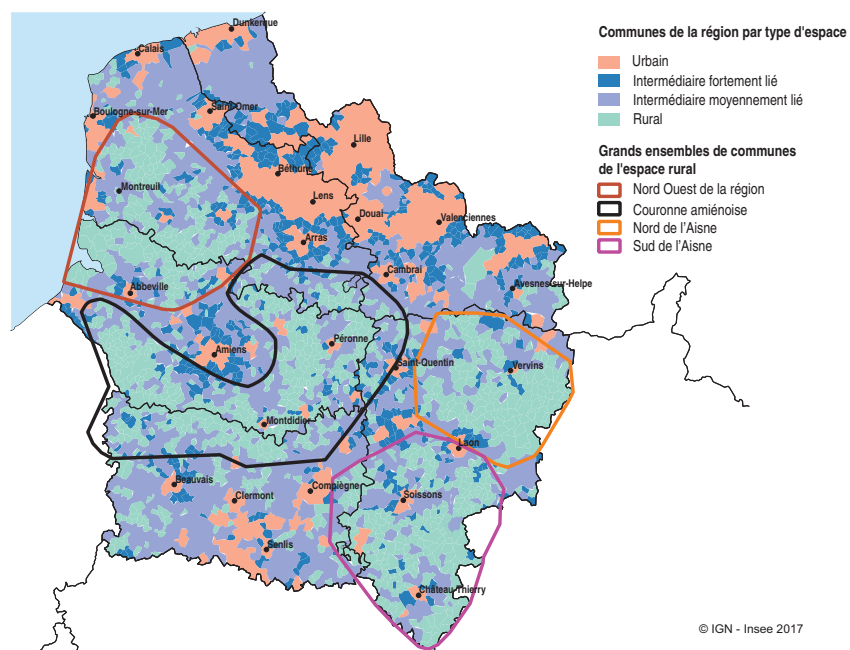
En 2013, 385 000 personnes résident au sein de communes de l'espace rural dans les Hauts-de-France. Bien que globalement un peu plus âgée, cette population présente des caractéristiques relativement proches du profil-type des habitants de la région, contrairement à ce que l'on peut observer en moyenne en France de province. La croissance démographique dans cet espace est plus prononcée dans les Hauts-de-France que dans l'ensemble de la France de province. Elle s'explique notamment par une attractivité auprès des jeunes ménages anciennement urbains, issus en particulier de l'Île-de-France ou du reste de la région. Conjointement à l'arrivée de ces nouveaux résidents, un changement dans la composition familiale des ménages, ainsi qu'une modernisation des logements, se sont opérés dans les espaces ruraux.

Grégoire Borey, Laure Leroy, Insee

En 2013 dans la région, près de 385 000 personnes résident au sein de l'espace rural (*méthodologie*). Le rural occupe une moindre superficie du territoire régional qu'en moyenne en France de province (respectivement 30 % contre 50 %), et abrite de même une part moins importante de la population (6 % versus 12 %). Plusieurs sous-espaces ruraux peuvent être distingués dans la région, selon leur situation géographique et leur dynamique démographique (*figure 1*). Les sous-espaces ruraux situés dans la couronne amiénoise et le sud de l'Aisne rassemblent plus de la moitié des résidents du rural (respectivement 35 % et 20 %). Ces deux grands ensembles de communes associent croissance démographique et moindre vieillissement de la population. À l'inverse, le sous-groupe de communes de l'espace rural situé au nord de l'Aisne (15 % des résidents ruraux), ainsi que celui situé au nord-ouest (22 %), connaissent une stagnation voire une baisse démographique, et abritent une population plus âgée.

1 Les communes de l'espace rural de la région se concentrent autour de quatre grands espaces

Présentation des communes des Hauts-de-France par type d'espace



Un profil de résidents qui diffère légèrement de la tendance régionale

Les résidents des espaces ruraux présentent des caractéristiques démographiques relativement proches de celles observées en moyenne dans les Hauts-de-France en termes d'âge ou de catégorie professionnelle. Ils sont toutefois un peu plus âgés que les autres habitants de la région : 17,2 % d'entre eux sont âgés de 65 ans ou plus contre 15,5 % en moyenne dans la région. Ainsi, ils présentent une proportion plus grande de seniors de 65 ans ou plus et une moindre part de jeunes. Ces écarts s'avèrent cependant moins marqués dans la région que dans l'ensemble de la France de province (figure 2). Dans le rural de la région, les cadres sont moins présents que dans le reste de la région (4 % contre 9 %) ; à l'inverse, les retraités (28 %) et les agriculteurs (3 %) sont surreprésentés (25 % et 1 % dans la région). Ici encore, les écarts entre rural et moyenne régionale sont moins importants dans les Hauts-de-France que dans l'ensemble de la France de province.

Une croissance démographique prononcée

Les espaces ruraux des Hauts-de-France enregistrent, depuis les années 1980, une hausse démographique plus marquée (+ 11 %) que celle observée en moyenne dans la région (+ 6 %). Cette hausse est également plus importante que celle observée dans l'espace rural de France de province. De 1968 à 2013, la population de l'ensemble des communes de l'espace rural de la région augmente ainsi de 6 % contre moins de 1 % pour le rural de province (figure 3). Cette dynamique résulte d'un surplus de naissances par rapport au décès d'une part, et d'installations plus nombreuses que les départs d'autre part. Pour l'ensemble de la France de province, la croissance démographique des espaces ruraux n'apparaît qu'à la fin des années 1990 et reste pénalisée par un déficit des naissances par rapport aux décès. Si l'espace rural des Hauts-de-France enregistre une croissance démographique relativement importante depuis 1982, les dynamiques ne sont cependant pas uniformes au sein des quatre grands ensembles de communes de l'espace rural. Ainsi, le rural du nord-ouest de la région connaît une quasi-stagnation de la population (+ 0,1 % entre 1968 et 2013). Le nord de l'Aisne perd, quant à lui, de la population (- 18 % depuis 1968), en raison d'un déficit migratoire important et persistant sur toute la période. À l'inverse, le sud de l'Aisne gagne dans le même temps 18 % de population, du fait d'une dynamique migratoire favorable et d'un solde naturel positif. Ce sous-espace du rural profite notamment de la proximité de l'Île-de-France. Enfin, avec des soldes migratoire et naturel positifs, la couronne amiénoise enregistre une hausse démographique légèrement supérieure à la moyenne des espaces ruraux (+ 9 % contre + 6 %).

2 Une structure par âge dans le rural plus proche dans la région qu'en moyenne en France de province

Structure par âge de la population, par type de territoire en 2013, part et écart à la moyenne, en Hauts-de-France et France de province

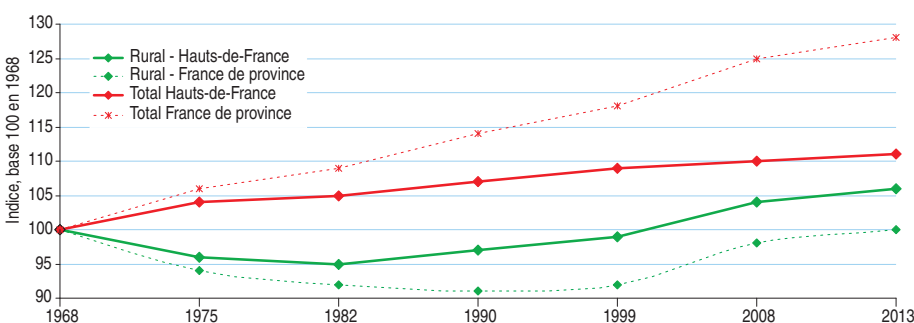
Part dans la population totale	Hauts-de-France		France de province	
	Rural (en %)	Écart moyenne région (en points)	Rural (en %)	Écart moyenne province (en points)
Moins de 15 ans	20,2	+ 0,3	17,5	- 0,5
De 15 à 29 ans	15,6	- 3,5	13,1	- 4,3
De 30 à 64 ans	47,0	+ 1,5	46,8	+ 1,1
65 ans ou plus	17,2	+ 1,7	22,6	+ 3,7
75 ans ou plus	8,9	+ 1,0	12,1	+ 2,3
Âge médian	41,0	+ 3,0	45,0	+ 4,0
Indice de vieillissement (65 ans ou plus / moins de 20 ans)	0,66	0,07	1,01	0,22

Lecture : en 2013, 15,6 % de la population du rural des Hauts-de-France a entre 15 et 29 ans, soit 3,5 points de moins qu'en moyenne dans la région. L'âge médian dans le rural est de 41 ans soit 3 ans de plus qu'en région.

Source : Insee, recensement de la population 2013.

3 Une croissance démographique amorcée en 1982 dans le rural des Hauts-de-France

Évolution de la population depuis 1968, indice base 100 en 1968, en Hauts-de-France et France de province



Lecture : la population des espaces ruraux des Hauts-de-France est passée d'un indice 100 en 1968 à un indice 106 en 2013, soit une hausse de 6 % sur l'ensemble de la période. Dans le même temps, la population de la région s'est accrue de 11 %.

Source : Insee, recensements de la population 1968 à 2013.

Une attractivité auprès des jeunes ménages urbains

La croissance démographique des espaces ruraux de la région résulte en particulier de leur attractivité auprès de ménages issus de l'espace urbain. Les communes de l'espace rural régional attirent notamment de nombreux Franciliens. Ainsi, si l'espace rural – comme la région dans son ensemble – perd de la population au jeu des migrations résidentielles avec le reste de la France (environ 5 000 départs pour 4 600 arrivées entre 2012 et 2013 dans le rural), il enregistre un solde migratoire nettement positif vis-à-vis de l'Île-de-France (avec autour de 960 départs pour 2 200 arrivées). Les déménagements de Franciliens vers les communes de l'espace rural de la région représentent ainsi plus de 46 % des arrivées en provenance du reste de la métropole. La dynamique démographique du sud de l'Aisne profite directement de cette attractivité. Le rural des Hauts-de-France gagne également des habitants suite aux déménagements au sein même de la région, avec environ 15 200 installations contre 14 200 départs entre 2012 et 2013. Ces arrivées compensent le déficit enregistré vers le reste de la France métropolitaine et permet ainsi au rural de gagner de la population. Ce sont principalement des résidents des

communes urbaines qui viennent s'installer (7 600 entrées, soit la moitié des arrivées dans le rural). Ces nouveaux résidents issus des communes urbaines sont majoritairement des jeunes ménages (25-34 ans) et sont pour la plupart actifs. Pour les plus jeunes (18-24 ans), la tendance est inversée avec des départs vers les communes urbaines plus nombreux que les déménagements vers le rural. Ce mouvement migratoire traduit un cycle de vie « classique », où la poursuite des études nécessite le plus souvent un rapprochement des centres urbains. Dans un second temps, une fois entré dans la vie active, la recherche d'un cadre de vie plus favorable peut inciter à s'en éloigner.

Un changement dans la structure des ménages

Depuis 1968, la structure des ménages résidant dans l'espace rural s'est profondément transformée. Si, dans le rural comme dans la région, la structure familiale dominante reste aujourd'hui le couple avec enfant(s), la taille de ce type de ménage tend en effet à se restreindre. Alors que l'appartenance à une famille nombreuse (trois enfants ou plus) était le profil dominant et surreprésenté dans l'espace rural en 1968, ce type de ménage s'avère aujourd'hui moins

fréquent et s'aligne sur la moyenne régionale (figure 4). Cette tendance résulte d'un changement progressif dans le comportement de fécondité des couples : une parentalité plus tardive et un nombre d'enfants plus restreint par famille.

En outre, depuis le début des années 1980, dans les espaces ruraux, comme dans la région dans son ensemble, la proportion de ménages constitués d'un couple sans enfant s'accroît. Ce type de ménage est surreprésenté dans le rural, avec environ 27 % de la population, soit 3 points de plus que pour l'ensemble de la région. Cette caractéristique découle, d'une part, de l'attractivité croissante des espaces ruraux auprès de jeunes ménages d'actifs (25-34 ans) en passe de devenir parents, ce qui explique notamment le regain démographique constaté depuis 1982. Elle résulte d'autre part, pour les couples plus âgés, du départ des enfants (18-24 ans), notamment vers l'urbain dans le cadre des études ou de l'activité professionnelle.

Les familles monoparentales sont à l'inverse sous-représentées dans le rural (autour de 6 % des ménages contre 9 % en région). Cela s'explique par la plus grande difficulté à concilier vie professionnelle et vie familiale au sein de territoires plus éloignés des villes et notamment des pôles d'emploi. L'éloignement domicile/travail s'avère en effet plus problématique pour une personne élevant seule son (ou ses) enfant(s).

Les ménages constitués d'une seule personne sont enfin également moins présents dans l'espace rural. Les étudiants constituant une partie importante de ce profil de ménages, ils sont mécaniquement moins présents dans les territoires éloignés des pôles universitaires. En outre, les personnes d'âge intermédiaire (26-64 ans) sont moins souvent dans un ménage seul qu'en moyenne dans la région. Enfin, les ménages composés d'un senior seul (65 ans ou plus) ne sont pas surreprésentés dans les communes de l'espace rural. Les seniors représentent 13 % des ménages d'une personne que ce soit en ville ou en milieu rural.

Un parc de logements attractif et qui se modernise

L'attractivité récente des espaces ruraux peut s'expliquer en partie par les caractéristiques du parc de logements offerts, en particulier leur taille. Ces territoires disposent en effet de logements plus grands : en 2013, l'espace rural compte ainsi 37 % de logements de 100 m² ou plus, contre 28 % pour la région (figure 5). Un quart des logements ruraux compte 6 pièces ou plus contre un cinquième des logements régionaux.

La possibilité de disposer de plus grands espaces de vie, vecteur d'attractivité notamment pour les jeunes ménages, a en outre sans doute permis d'accélérer la modernisation du bâti, déjà entamée depuis 1968. Le gain en confort des

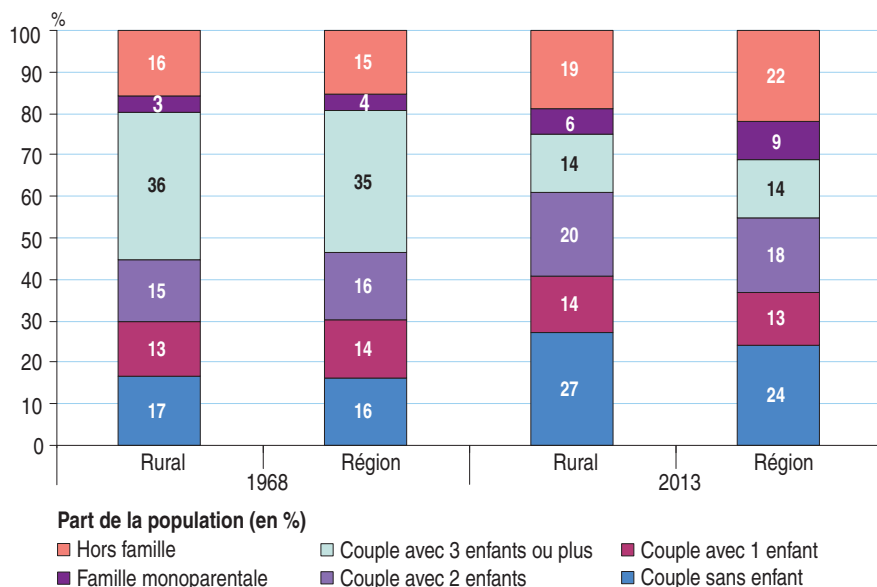
logements dans l'espace rural s'est ainsi effectué régulièrement depuis la fin des années 1960. Si les logements anciens restent surreprésentés dans le rural, les écarts avec le reste de la région en matière de confort et d'équipements sont quant à eux assez faibles. En 1968, 70 % de la population des communes de l'espace rural résidait dans un logement sans baignoire ni douche, contre 56 % pour l'ensemble de la population régionale. Cet écart est aujourd'hui négligeable : moins de 1 point et à peine 1 % des logements concernés. L'amélioration du confort des logements est une tendance de fond pour l'ensemble de la région. L'arrivée de nouveaux ménages de jeunes actifs dans

le rural a pu accélérer cette amélioration par la rénovation de logements anciens ou la construction de logements neufs.

Malgré cette modernisation des équipements sanitaires, les logements considérés par ailleurs comme étant de mauvaise qualité (encadré, catégories 6 à 8) demeurent tout de même légèrement surreprésentés dans le rural par rapport à la région (8 % des logements contre 6 % en moyenne régionale). Parmi les logements jugés de très mauvaise qualité (catégories 7 et 8), les logements ruraux sont surreprésentés. Dans ces catégories, un logement rural sur deux ne dispose d'aucun confort contre un sur trois en moyenne dans la région. ■

4 Un changement dans la structure familiale d'appartenance des résidents ruraux depuis 1968

Composition familiale des communes de l'espace rural et de l'ensemble de la région en 1968 et en 2013

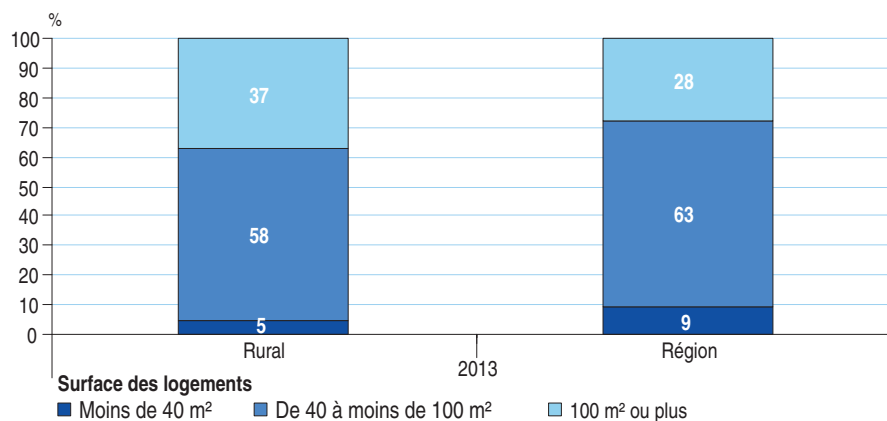


Lecture : en 2013, 27 % de la population des espaces ruraux appartient à une famille constituée d'un couple sans enfant, contre 24 % dans la région et 17 % en 1968.

Note : les personnes vivant seules appartiennent à la catégorie « hors famille », de même que les individus vivant par exemple en colocation.
Source : Insee, recensements de la population 1968 et 2013.

5 Une surreprésentation des logements de grande taille dans le rural

Répartition des logements selon la taille dans le rural et la région en 2013



Lecture : en 2013, 37 % de logements des espaces ruraux des Hauts-de-France disposent d'une surface de 100 m² ou plus, contre 28 % pour l'ensemble des logements de la région.

Source : Insee, recensement de la population 2013.

Estimation de la qualité des logements à partir des données Filocom

Les données Filocom (fichier des logements communaux) sont établies par la Direction Générale des Impôts (DGI) pour le compte de la Direction Générale de l'Urbanisme (DGU). Elle vise à dépasser les limites des données Insee, fournissant peu d'indications sur la qualité des logements (uniquement sur les confort essentiels du logement : équipements sanitaires et chauffage). Le fichier Filocom, permet de fournir à travers le classement cadastral une appréciation globale sur la qualité des logements.

Pour les données cadastrales, la classification des logements s'effectue en catégories 1 à 8 :

- Les logements classés de 1 à 5 (du plus luxueux au logement standard) sont en principe sans problème technique majeur.

Ce sont dans les trois catégories les plus hautes que se localisent les logements médiocres, voire franchement dégradés :

- *Catégorie 8* : « Aspect délabré, qualité de construction particulièrement délabrée. Ne présente plus les caractères élémentaires d'habitabilité ».
- *Catégorie 7* : « Qualité de construction médiocre, matériaux bon marché, logement souvent exigu en collectif, absence très fréquente de locaux d'hygiène ».
- *Catégorie 6* : « Qualité de construction courante, matériaux habituels dans la région, mais durabilité moyenne, conditions d'habitabilité normales, mais dimension des pièces réduites, et absence à l'origine assez fréquente des locaux d'hygiène dans les logements anciens ».

Méthodologie

Le concept de rural n'est pas défini précisément à ce jour. Dans cette étude, nous utiliserons une définition du rural développé par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) et présenté dans Pouvoirs locaux n° 108 I/2016. Selon cette définition, sont considérés comme ruraux l'ensemble des territoires les moins denses et les moins liés aux pôles urbains en termes d'emploi. Ces territoires représentent 6 % de la population et des ménages, 34 % des communes et 30 % de la superficie régionale (*figure 1*). Les autres territoires peu denses et très peu denses, mais plus liés aux pôles urbains en termes d'emploi, sont qualifiés d'intermédiaires. Selon la dimension et la commune étudiée, ces territoires présenteront, ou non, des caractéristiques semblables à celles des territoires ruraux.

Insee Hauts-de-France
130 avenue du Président J.F. Kennedy
CS 70769
59034 Lille Cedex

Directeur de la publication :
Jean-Christophe Fanouillet

Rédactrice en chef :
Nadine Lhuillier

Référent étude qualité :
Jérôme Fabre

ISSN 2493-1292
ISSN en ligne 2492-4253
© Insee 2017

Crédits photos :
© Laurent Ghesquière
© Anaïs Gadeau
© Laurent Rousselin

Pour en savoir plus

- « Les différentes approches du rural », Commissariat Général à l'Égalité des Territoires, pouvoirs locaux n° 108 I/2016.
- « 1801 - 2011 : 210 ans de démographie en Picardie », *Insee Dossier Picardie*, n° 4, janvier 2015.
- Aliaga C., Eusebio P., Levy D., « Une nouvelle approche sur les espaces à faible et forte densité », La France et ses territoires, *Insee Références*, édition 2015.
- « L'emploi agricole et industriel a fortement reculé », *Insee Analyses Hauts-de-France*, n° 64, novembre 2017.

